

Bonjour à tous,

Vous trouverez ci-dessous des témoignages reçus par le Sne-FSU qui nous sont utiles pour nos interventions auprès de l'administration. Vous aussi, vous pouvez nous faire parvenir vos témoignages et réaction à l'adresse mail : sne-fsu@ofb.gouv.fr

De: [REDACTED]

À: [REDACTED]

Cc: [REDACTED]

Envoyé: Dimanche 28 Janvier 2024 20:34:34

Objet: Re: Pr votre information [REDACTED]

IE dispensés port d'arme on en fait quoi ? Un IE désarmé est-t-il toujours considéré comme IE ? Perçoit-il le même traitement que les IE armés dans le même service ?

je n'avais pas l'impression de servir à rien.

Un IE désarmé est-t-il toujours considéré comme IE ? Je vais me contenter d'être technicien de l'environnement.

Doit on rémunérer de la même manière un avis technique rendu ou un diagnostic d'habitat Tétralyre ? 10 euros l'avis technique, combien pour une mise en défens Tétralyre ? et une animation péda ça vaut combien ? cela dépend du public peut être ? Vis à vis du monde agricole ce sera mieux rémunéré ? Un IE qui casse un VA doit il le rembourser ? idem pour un outil perdu ? quelqu'un en arrêt maladie doit il avoir droit à son avancement ? Je pourrais encore étoffer la liste de la régression sociale mais on a un gouvernement qui s'en charge bien tout seul, il n'est peut être pas nécessaire de les aider....

[REDACTED]

De: [REDACTED]

À: "olivier thibault" <olivier.thibault@ofb.gouv.fr>

Cc: [REDACTED]

Envoyé: Lundi 29 Janvier 2024 10:34:47

Objet: Re: Suite des annonces du premier ministre sur l'agriculture

Monsieur le Directeur,

je suis profondément choqué, même si cela ne me surprend guère compte tenu de la démission pour l'intérêt général de nos représentants politiques, que l'on fasse porter le chapeau aux collègues de l'OFB... qui ne font que faire appliquer la loi... celle-là même qu'on leur demande aujourd'hui d'ignorer... et qui a été votée en grande partie par ces mêmes représentants politiques... La lâcheté de ces derniers n'a d'égal que leur mauvaise foi et leur corruption vis-à-vis non pas de la profession agricole, qui sont malgré eux les idiots utiles d'un système qui les dépasse, mais de pseudo syndicats agricoles qui ne représentent que les intérêts des vendeurs de pesticides et Cie.

En conséquence, alors que notre environnement se dégrade devant nos yeux, que l'eau est déjà polluée en toute impunité et en toute légalité, que l'on trouve des traces de pesticides dans tous les écosystèmes jusque dans les cheveux de chacun de nous, on va une fois de plus soumettre les agents de l'OFB à des injonctions paradoxales, les enfermant dans un cercle vicieux infernal où les solutions ne seront qu'une illusion inatteignable, une théorie sans aucune prise sur la réalité. D'un côté il y aura leur dignité en tant qu'humain, en tant qu'agent de l'OFB, de l'autre il y aura les injonctions de préfets qui n'ont cure de l'intérêt général. Mais je ne vois rien de nouveau dans ces états de fait... mais simplement un renforcement et une accélération du cynisme et de l'irresponsabilité politique qui se fera au détriment de la santé des agents de l'OFB, et plus largement au détriment de la santé de tous...

Il n'y a pas d'engagement au service de l'OFB, il y a seulement un engagement à servir ces irresponsables politiques, un engagement à obéir aux injonctions des préfets, aux injonctions des ministres, ceux-là même qui viendront dans quelques mois, dans un cynisme éhonté, broser les agents de l'OFB dans le sens du poil en leur disant qu'il font un travail remarquable...

Regardez à quoi nous en sommes arrivés aujourd'hui!! A fermer des implantations de l'OFB parce que notre gouvernement nous a abandonné, confortant ainsi les syndicats agricoles dans leur violence vis-à-vis de notre établissement!!?? Mais quelle honte! Le message de nos représentants politiques à l'égard de l'OFB et plus largement des français ne peut être plus clair : "allez-y, paysans, vous avez raison, ces fonctionnaires zélés de l'OFB ne méritent même pas que l'on envoie des CRS pour les protéger!"

Le grand projet du moment de notre établissement est de s'interroger sur notre raison d'être!???. Mais quelle blague, on la connaît notre raison d'être et les événements actuels arrivent à point nommé pour lever le voile sur ce mystère! Et je ne crois pas qu'il faille dépenser plus de temps et d'argent à y réfléchir... L'actualité y répond pour nous... L'OFB n'est qu'une caution que nos hommes politiques agitent lorsqu'il s'agit de faire croire que l'Etat se donne les moyens de sauver la planète... Et sur lequel ils crachent lorsque des intérêts privés viennent toquer à leur porte :

ÊTRE LA CAUTION ET LE FUSIBLE, voilà notre raison d'être!

Bien cordialement



De: [REDACTED]
À: "SNE-FSU" <sne-fsu@ofb.gouv.fr>
Envoyé: Mercredi 31 Janvier 2024 19:53:34
Objet: message à caractère syndicale

Bonjour,

J'ai déjà prévenu par téléphone l'une d'entre vous concernant les faits qui se sont produits lors de la manifestation de Poitiers du 18 décembre dernier. Voici le mail que j'avais préparé pour vous mais pas envoyé.

Fumier devant [REDACTED] le 18 décembre 2023.

J'étais en repos. Un collègue m'a appelé pour m'informer de l'arrivée d'une « délégation » des syndicats agricoles [REDACTED]. Nos CSD ont invité les collègues présents à quitter les locaux.

Ce qui est proprement choquant c'est :

Que le SD n'ait pas été prévenu par la préfecture,

Que nos CSD aient été prévenus à peine une heure avant l'arrivée des manifestants par les RG.

Que les manifestants négocient avec la préf. le ou les endroits où ils vont déposer le fumier,

Que les policiers les accompagnent et les « recadrent » pour qu'ils s'en tiennent à ce qu'il est « prévu » de faire, (proprement incroyable et constaté par notre CSDA)

Que la ville de [REDACTED] délègue du personnel pour nettoyer derrière eux, personnel qui arrive sur les lieux quasi en même temps que les manifestants,

Lors de notre réunion de service du [REDACTED], tous les agents présents étaient choqués de l'absence du moindre mail de soutien de la DR ou de la DG et questionnaient nos chefs sur un dépôt de plainte (atteinte à la propriété de l'état, le dépôt de fumier ayant été effectué en partie sur le domaine public et sur une petite parcelle devant notre bureau). Notre CSDA venant de passer son permis de chasser avec la DGA lui a envoyé en cours de réunion un mail. En retour, mail de soutien de la DGA (en fait il suffit de réclamer pour avoir du soutien) mais pas de dépôt de plainte car, pour la DG, pas d'atteinte ou de dégradation à nos locaux – sic-. Quid de l'atteinte psychique aux agents ? Ces faits sont graves. Ils induisent un abandon pur et simple des SD de la part de notre hiérarchie, de nos tutelles, et du premier ministre.

Je pense que la partie est perdue. La FNSEA est forte, les chambres d'agriculture sont fortes, nous aurons bien du mal à faire face et à retrouver un semblant d'autorité.

Pour ma part, j'exercerai un droit de retrait pour les futurs contrôles agricoles (mais je doute qu'on en refasse de si tôt).

En complément, quelques semaines auparavant, sape d'un contrôle agricole sur des pollutions de captages d'alimentation en eau potable au chlorotalonil par le préfet (grandiose).

Plus, lors d'un contrôle chasse, un collègue s'est pris la tête avec un agriculteur qui lui demandait pourquoi il était garé devant son entrée de champ et ce qu'il venait contrôler chez lui (je la fais courte).

Bon, je viens de me taper 2000 bornes dans un cadre perso pour aller en Bretagne en passant par le département de l'Eure. C'est vrai, les manifestants sont propres. Ils brûlent leurs déchets (fumier,

vieilles bâches d'enrubannage, pneus), les pompiers éteignent les feux. Nos collègues gendarmes ont l'air de bien sympathiser et bien rigoler avec les manifestants.

Ce que certain de mes collègues du SD [REDACTED] déplorent, c'est que nous sommes totalement isolés les uns des autres. Nous apprenons, par des contacts téléphoniques que tel ou tel SD a été victime de menaces, de dépôts de fumiers... Ne serait-il pas possible d'établir un bilan cartographique des atteintes au SD subit dans le cadre des manifs ? Je vous propose mon aide en cartographie si besoin.

Bonne soirée

[REDACTED]

De : [REDACTED]

Envoyé : vendredi 2 février 2024 08:00

À : [REDACTED]

Objet : Re: TR: Conseil de branche extraordinaire du 31/01/2024

Bonjour [REDACTED],

Je reprends le boulot lundi après [REDACTED]. Malgré tout, j'ai toujours eu bien sûr une oreille attentive et un oeil sur l'actualité de mon service.

Pas de dommages sur les locaux ou véhicules, et au niveau des consignes rien de plus que les 2 messages du DG. De toutes façon, au planning il n'y a plus aucun contrôle chez les agriculteurs et ce ne sont pas les agents qui vont d'initiative aller y mettre les pieds. Très sincèrement, certains s'en accommoderont très bien.

Hier les agri ont déversés des déchets devant le tribunal de [REDACTED] et dans "la basse" un cours d'eau qui traverse [REDACTED]. Il y a donc une pollution mais ce sont les pompiers qui gèrent et les consignes sont de ne pas s'y déplacer.

De toutes façons, c'est inutile de rechercher les auteurs. Ils sont certainement connus mais seront intouchables ...

A mon avis, il va falloir être très vigilant sur la convention qui devrait être signée entre l'OFB et le monde agricole durant le salon de l'agriculture. C'est une promesse du gouvernement certainement pour brider les contrôles de l'OFB. Cette convention doit être sûrement en train d'être rédigée dans un bureau de la FNSEA ...

Autre sujet, la demande du monde agricole de désarmer les inspecteurs de l'environnement. Il faudrait creuser l'idée d'aller déposer les armes en préfecturepour interpeller tous les préfets de France.

Bonne journée.

De : [REDACTED]

Date : 7 févr. 2024 8:36 AM

Objet : RE: Conseil de branche extraordinaire du 31/01/2024

À :

Cc :

Bonjour

Ci-joint un texte cosigné par des agents qui reflète notre ressenti actuel ; merci de relayer cette voix d'agents en direction nationale, même s'ils sont localisés, avec bonheur, en !

Il a été proposé à tous les agents du site et cosignés pour le moment par ceux qui sont en copie et moi-même.

Merci aussi à Véronique d'avoir déjà relayé le coup de gueule et pour votre campagne active et juste dans les réseaux sociaux, la presse, auprès des ministres et du DG, ça fait du bien !

Belle journée,

Ressenti d'un agent en direction nationale sur :

Nous avons tous une expérience dans la protection de la nature ou de l'eau dans différentes positions, à différentes échelles, mais toujours avec la volonté de mettre notre formation et nos expériences au service d'une cause vitale pour l'humanité qui est celle d'une planète habitable, en bon état pour nous et les autres êtres vivants.

Nous ne sommes pas là par hasard ou pour faire une carrière comme une autre.

Nous pensons que travailler dans un établissement public a du sens aux côtés de plein d'autres acteurs comme les services de l'Etat, les associations, les collectivités et même les entreprises qui ont compris que le système doit changer. Mais avec notre spécificité : autonomie, objectivité mais au service de la biodiversité et pas d'une fausse loyauté pour des décisions écocides. Nous ne sommes pas uniquement le "bras armé" du ministère, même si la police de l'environnement est bien sûr essentielle, elle est intelligente et proportionnée et nous participons aussi à la construction des politiques en faveur de la biodiversité et de l'eau, à la connaissance, l'expertise et à l'accompagnement de tous les acteurs. Nous sommes solidaires de ceux (Etat, collectivités) qui les élaborent, nous sommes prêts à la rendre plus simple et lisible, juste socialement, pour arrêter l'effondrement de la biodiversité mais refuserons de collaborer à la détruire par des décisions irresponsables.

Nous pensons qu'il y a plein de choses à faire en tant qu'OFB si nous travaillons collectivement entre différents métiers et entre les différentes échelles.

Mais aujourd'hui, nous sommes en désarroi et en mal-être profonds :

- Les annonces du gouvernement nous font revenir des années ou des décennies en arrière en matière environnementale. Nous ne méconnaissons ni la détresse des agriculteurs ou des pêcheurs

mais les plus profiteurs d'entre eux négocient des simplifications qui vont dans un seul sens : drainer ou curer plus facilement, chaluter les fonds marins, épandre des pesticides dont la dangerosité est connue... autant de pratiques qui ne font qu'accélérer la venue d'une future crise agricole et de la pêche sans précédent face à des sols morts, des écosystèmes complètement déséquilibrés et une guerre de l'eau, pour n'avoir pu s'adapter à temps alors que la transition était en marche et ne demandait que soutien.

- Nos locaux brûlent, sont dégradés, vandalisés. Nous sommes insultés et servons de bouc émissaires ; on raye d'un coup de plume des années d'effort sur des programmes : la haie, les zones humides, la gestion intelligente des bassins versants, Ecophyto, la gestion de la pêche dans les aires marines protégées... ; la pression psychologique et parfois physique est intense y compris pour les services et agents au niveau national. Nous savons très bien que si les règles sont complexes, c'est uniquement du fait que l'agro système a fait en sorte qu'elles le soient en refusant toute mesure claire de protection de la biodiversité et d'accompagnement des agriculteurs. Même constat sur la pêche, la sylviculture...

- Après 4 ans d'existence, les cloisons sont encore nombreuses dans notre établissement et il est compliqué de passer toutes les strates de la pyramide hiérarchique pour accéder aux collègues des autres « DGD, directions, services » ou aux agents de terrain.

La perte de sens est violente, la démotivation gagne et la bonne volonté et les heures supplémentaires ne suffisent pas à pallier le manque de moyens (ce ne sont pas les miettes en ETP de 2024 qui suffiront) et de reconnaissance liés aux statuts.

Il va falloir « une raison d'être » très convaincante sur :

- Notre réelle autonomie vis-à-vis des tutelles : pourrions nous dire la vérité, librement, de façon éclairée ou faudra-t'il se taire comme dans la période actuelle ou soumettre nos publications et celles de nos partenaires à la censure ou encore faudra-t'il désobéir comme quelques rares agents publics l'ont fait dans des temps très obscurs ?

- Notre organisation interne plus fluide pour pouvoir travailler ensemble autour de projets majeurs pour changer une société qui conduit à détruire la planète et les sociétés humaines, comme revoir complètement le modèle agricole et de l'alimentation.

Bref, nous ne sommes pas en forme du tout et pourtant convaincus de l'importance du sujet et de nos missions. Que va-t-on laisser aux générations à venir ? Comment donner du sens à notre travail ? Ferons-nous partie des solutions ou du problème ?

De: [REDACTED]

À: "SNE-FSU" <sne-fsu@ofb.gouv.fr>

Envoyé: Samedi 17 Février 2024 10:38:48

Objet: Re: Une ligne rouge franchise !!!

Bonjour,

J'ai suivi en mode dégradé (coupures fréquentes) la visio avec C.Béchu et je souhaite vous faire part de quelques réflexions :

Tout d'abord le ministre dit ne pas avoir de réponse à apporter au monde agricole sur la question du débroussaillage. Peut-être que s'il est réalisé à une période non sensible pour les espèces, la

question de destruction ou de dérangement ne se poserait pas. C'est bien trop simple de remettre en cause le travail de contrôle de l'OFB sur ce seul exemple bien approximatif.

Pour justifier le port de l'arme de service, faut-il rappeler qu'en 2016 c'est bien un agriculteur qui a assassiné une conseillère agricole.

<https://www.leparisien.fr/faits-divers/conseillere-agricole-tuee-dans-l-aveyron-l-agriculteur-soupconne-d-assassinat-19-02-2016-5560421.php>

Concernant les dégradations sur les bâtiments de l'OFB et les menaces directes à l'encontre des agents, le ministre a précisé que des enquêtes seraient menées pour retrouver les auteurs et les traduire devant la justice. On verra d'ici quelques mois le nombre et la qualité des mises en examen et peut-être des condamnations.

Concernant la simplification des normes : Oui, des infractions relatives à la nomenclature des IOTA pourraient être déclassées en respectant des seuils, pour aller vers des amendes forfaitaires, sans que cela n'apparaisse comme une régression dans la protection de la biodiversité. A cela on peut rajouter les ZNT toujours en fixant des seuils et les arrêtés de restrictions d'emploi de l'eau.

Ca permettrait de :

- sanctionner modérément et immédiatement le mis en cause,(en excluant le récidiviste)
- éviter des auditions fastidieuses,
- désengorger les tribunaux,
- redonner plus de temps aux IE pour être présents sur le terrain,
- proportionner le quantum de la peine à la réalité du dommage que seul l'IE est en mesure d'évaluer.

A l'heure ou la direction à travers le projet de la raison d'être veut écrire "la carte d'identité de l'établissement" avec le concours des personnels qui sont justement à la recherche de sens dans ce métier, il vaudrait mieux qu'elle soit très prudente dans les négociations qui vont se tenir avant de signer une convention avec les chambres d'agriculture, convention qui pourrait selon le contenu, démotiver bon nombre de collègues. Le ministre parlait de point d'équilibre à trouver, en espérant qu'il ne créera pas un déséquilibre contre productif pour poursuivre la construction de l'établissement et amener une cohésion qui fait défaut aujourd'hui.

Bien cordialement.

